

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44263 Nantes Cedex 2

Nantes, le 10/06/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/05/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GEOCYCLE France

311 rue de l'Ile aux Moutons
44100 Nantes

Références : N3-2026-646
Code AIOT : 0006310797

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2026 dans l'établissement GEOCYCLE France implanté ZIP de Cheviré Rue de l'Ile aux Moutons 44000 Nantes. L'inspection a été annoncée le 20/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GEOCYCLE France
- ZIP de Cheviré Rue de l'Ile aux Moutons 44000 Nantes
- Code AIOT : 0006310797

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site GEOCYCLE France est une plateforme de tri, transit, regroupement, traitement et valorisation de terres et matériaux potentiellement impactés.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 6
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 4 | Installations électriques | Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article VIII.4.2 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 6 | Admission des déchets | AP Complémentaire du 06/11/2025, article 2.4 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 8 | Surveillance de la qualité de l'air et des retombées de poussières | Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article III.3.1 | Demande d'action corrective | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 1 | Situation administrative ICPE | Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article I.2.1 | Sans objet |
| 2 | Rejets aqueux | AP Complémentaire du 06/11/2025, article 2.2 | Sans objet |
| 3 | Surveillance de la qualité des eaux souterraines | Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article IV.5.1.2 | Sans objet |
| 5 | Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours | Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article VIII.7 | Sans objet |
| 7 | Exutoires des terres et | Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article IX.5 et IX.6 | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------|-------------------------|-------------------|
| | matériaux | | |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis le 1er janvier 2026, le nouvel exploitant, GEOCYCLE France, a repris l'exploitation de la plateforme. Depuis cette reprise, les terres et matériaux impactés sont principalement valorisés en cimenterie.

La traçabilité des matériaux et terres impactés est assurée via les certificats d'acceptation préalable (CAP), les fiches d'identification préalable (FIP) et le registre des déchets sortants, malgré quelques insuffisances ponctuelles dans la complétude des analyses préalables.

Le suivi environnemental de l'air est réalisé mais présente des limites, notamment l'absence de campagne estivale en 2025 et l'absence d'analyse des paramètres COV et BTEX.

Le suivi des eaux souterraines est assuré de manière trimestrielle, avec des détections ponctuelles en 2025. Un enjeu de comparabilité des résultats, lié à l'évolution des limites de quantification suite au changement de laboratoire, devra être justifié par l'exploitant.

Enfin, des non-conformités sont constatées concernant les installations électriques, les réserves identifiées n'ayant pas été levées à ce jour.

L'exploitant fera part de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en œuvre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative ICPE

| | | | |
|--|---------------------------|--------------------------|--------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article I.2.1 | | | |
| Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations | | | |
| Prescription contrôlée : | | | |
| Article I.2.1 : Consistance des installations | | | |
| Au travers des 3 activités principales du site, les installations projetées permettent de gérer annuellement en entrée environ : | | | |
| - 100 000 tonnes de matériaux minéraux inertes (bétons, granulats et autres matériaux inertes issus de déconstruction), | | | |
| - 200 000 tonnes de terres et matériaux potentiellement impactés (terres, gravats, cailloux, bétons, boues, sédiments qualifiés de déchets dangereux ou non, etc. (voir liste des déchets susceptibles d'être accueillis en annexe 4), | | | |
| - 20 000 tonnes de déchets d'amiante conditionnés, soit une quantité totale annuelle maximale de 320 000 tonnes de matières issues de travaux de dépollution de sites et chantiers d'aménagement ou déconstruction. | | | |
| Le site est aménagé conformément au plan de masse en annexe 1 pour recevoir et traiter les différents matériaux. | | | |
| Article I.2.2 : Installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées | | | |
| Les installations du site sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : | | | |
| Rubrique | Désignation des activités | Grandeur caractéristique | Régime |
| | | | |

| | activités | caractéristique | |
|--------|--|---|---|
| 3550 | <p>Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540 dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte</p> | <p>La quantité de déchets présente à un instant t sur la plateforme (sous réserve des dispositions liées aux garanties financières) sera au maximum de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 60 000 tonnes (34 000 m3) de terres et matériaux impactés (déchets dangereux ou non dangereux non inertes) dites terres impactées, dont au maximum 10 000 tonnes considérées comme dangereux ; - 150 tonnes (150 m3) de déchets d'amiante conditionnés. | A |
| 2718-1 | <p>Installation de transit, regroupement, ou de tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793.</p> <p>1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne ou la quantité de substances dangereuses ou de</p> | | A |

| | | | |
|--------|---|--|---|
| | dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi et de stockage de ces substances ou mélanges. | | |
| 2716-1 | Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1000 m3. | | E |
| 2790 | Installation de traitement de déchets dangereux à | Sur la plateforme de tri-transit-traitement-valorisation des | A |

| | | | |
|------|--|---|---|
| | déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795. | valorisation des terres, déchets et matériaux listés en annexe 5 du présent arrêté : - Annuellement : 200 000t/an de terre, déchets et matériaux non dangereux et dangereux - A chaque instant : 60 000 t (34 000 m3) | |
| 2791 | Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10t/j. | | A |
| 3510 | Elimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : - traitement biologique - traitement physico-chimique - mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités | | A |

| | | | |
|------|--|---|---|
| | <p>autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520</p> <ul style="list-style-type: none"> - reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 - récupération/régénération des solvants - recyclage/récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques - régénération d'acides ou de bases - valorisation des composés utilisés pour la réduction de la pollution - valorisation des constituants des catalyseurs - régénération et autres réutilisations des huiles - lagunage | | |
| 3532 | <p>Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des</p> | <p>Ces matériaux pourront faire l'objet d'un(prétraitement physico-chimique et/ou d'un traitement biologique. La capacité nominale de traitement de déchets (déchets dangereux et non dangereux) sera en moyenne au total</p> | A |

| | | | |
|--------|--|--|---|
| | <p>activités relevant de la directive 91/271/CEE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - traitement biologique - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération - traitement du laitier et des cendres - traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants | <p>de 2500 tonnes / jour. En considérant la quantité instantanée maximale de déchets en traitement : 15 000 tonnes/j soit 9375 m³/j au maximum pour le bio-traitement (biopile ou biotertre) ; 1000 tonnes/jour au maximum pour le traitement par lavage.</p> | |
| 2170 | <p>E n g r a i s , amendements et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques...</p> | <p>Production de terres support de culture qui respecteront la norme NFU44-551 et de terres fertiles non normées. La production annuelle sera au maximum de 100 000 t. La production quotidienne de support de culture sera de 2000 t/j.</p> | A |
| 2517-1 | <p>Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes, autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant :</p> <p>1. supérieure à 10 000</p> | <p>Surface de l'aire de transit : 27 000 m²</p> | E |

| | | | |
|--------|--|---|---|
| | 1. supérieure à 10 000 m ² | | |
| 2515-1 | Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) supérieure à 200 kW | Installations de broyage, lavage et criblage de puissance 325 kW pour l'activité bétons et terres | E |
| 2171 | Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole | Présence de compost sur le site. Stock maxi 2000 m ³ pour l'activité de traitement de terres | D |

Constats :

Sur l'année 2025, 43 763 tonnes de terres et matériaux impactés ainsi que 344 tonnes de matériaux inertes ont transité et/ou été traitées sur la plateforme.

Depuis le 1er janvier 2026, le nouvel exploitant, GEOCYCLE, a repris l'exploitation de la plateforme. Les terres et matériaux impactés sont principalement valorisés en cimenterie. Une part plus limitée est orientée vers les carrières et les matériaux ne pouvant être traités sont éliminés en ISDD.

Les activités ont évolué, notamment avec la mise en œuvre d'opérations de criblage plus régulières afin de répondre aux cahiers de charges des matériaux destinés aux cimenteries. A fin avril 2026, le stock de terres et matériaux impactés et de matériaux inertes était de 19 173,39 tonnes.

Les quantités de matériaux constatées, le jour de l'inspection, sont cohérentes avec les quantités autorisées par l'arrêté préfectoral du 29/06/2020.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/11/2025, article 2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Les dispositions de l'article IV.3.9 : Gestion des eaux de l'arrêté préfectoral du 29 juin 2020 sont abrogées et remplacées comme suit :

1) Cas des eaux usées domestiques dans les locaux sociaux

Les eaux usées issues des sanitaires et locaux mis à disposition du personnel (vestiaires, douches, sanitaires) sont dirigées vers un dispositif d'assainissement autonome adéquat. Elles sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

2) Cas des eaux pluviales

Les eaux pluviales ruisselant sur les toitures, l'aire dédiée à l'activité « Recyclage des produits minéraux inertes » (article IX.2 de l'AP du 29 juin 2020), les voiries, l'aire de stationnement et l'aire de distribution de GNR, sont collectées dans un réseau commun dédié et regroupées dans un bassin de rétention B1. Un traitement par un déboureur, séparateur d'hydrocarbures est mis en place en sortie de ce bassin.

Un déboureur, séparateur d'hydrocarbures supplémentaire est positionné en aval de l'aire de distribution de GNR.

Les eaux pluviales ruisselant sur l'aire dédiée aux activités « Valorisation de terres ou matériaux potentiellement impactés » (article IX.4 de l'AP du 29 juin 2020) et « Transit/regroupement d'amiante » (article IX.3 de l'AP du 29 juin 2020) sont collectées dans un réseau commun dédiée et regroupées dans un bassin de rétention B2. Un traitement des eaux du bassin B2 est mis en œuvre en sortie (déboureur, séparateur d'hydrocarbures) et peut être complété au besoin (filtre à sable, filtre à charbon actif, etc.).

Les eaux du rotoluve sont évacuées vers le bassin B2 lorsque nécessaire.

Les bassins B1 et B2, dont l'étanchéité est faite par une géomembrane étanche, assure les fonctions suivantes :

| | Capacité du bassin dédiée à la fonction (en m ³) | |
|----|--|--|
| B1 | B2 | |

| | | |
|--|----------------------|----------------------|
| | | |
| 1- Volume utile pour la gestion des eaux pluviales déterminé à partir d'un débit de fuite de 3 l/s/ha pour une pluie d' <u>occurrence centennale</u> | 965 | 1951 |
| 2- Volume pour le confinement des eaux en cas d'incendie | 0 | 60 |
| 3- Volume « mort » servant de zone de décantation des matières en suspension | 372 | 737 |
| Volume total du bassin | 1 337 m ³ | 2 748 m ³ |

Les hauteurs d'eau à ne pas dépasser dans les différents bassins afin de permettre la gestion des épisodes pluvieux exceptionnels et la gestion des eaux en cas d'incendie sont matérialisées.

Chaque bassin dispose en sortie avant regroupement des eaux au point de rejet R1 d'un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement. Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et avant regroupement au point de rejet R1, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

- Eaux résiduaires en sortie du bassin B1 :

| Paramètres | Concentration maximale | Flux maximal |
|------------------------|------------------------|--------------|
| Débit maximal de rejet | 4,1 l/s (3 l/s/ha) | - |

| | | |
|--------------------------------|----------|------------|
| Matières en suspension | 35 mg/l | 12,40 kg/j |
| DCO (sur effluent non décanté) | 125 mg/l | 44,28 kg/j |
| Hydrocarbures totaux | 10 mg/l | 3,54 kg/j |

- Eaux résiduaires en sortie du bassin B2 + débourbeur, séparateur d'hydrocarbures et installation de traitement complémentaire mise en œuvre au besoin :

| Paramètres | Concentration maximale | Flux maximal | Périodicité minimale pour l'autosurveillance (C : Continu - M : Mensuel - T : Trimestriel - S : Semestriel - A : Annuel - B : Bisannuel) |
|---|------------------------|--------------|--|
| Débit maximal de rejet | 8,3 l/s (3 l/s/ha) | - | M |
| DCO (sur effluent non décanté) | 125 mg/l | 89,64 kg/j | M |
| Carbone organique total (COT) | 45 mg/l | 32,27 kg/j | M |
| Matières en suspension | 35 mg/l | 25,10 kg/j | M |
| DBO5 (sur effluent non décanté) | 30 mg/l | 21,51 kg/j | M |
| Azote (azote global comprenant l'azote organique, l'azote | 30 mg/l | 21,51 kg/j | M |

| | | | |
|--|------------|-------------|---|
| ammoniacal, l'azote oxydé) | | | |
| P h o s p h o r e (phosphore total) | 10 mg/l | 7,17 kg/j | M |
| Hydrocarbures totaux | 10 mg/l | 7,17 kg/j | M |
| Arsenic et ses composés (en As) | 0,05 mg/l | 0,04 kg/j | M |
| Cadmium | 0,025 mg/l | 0,02 kg/j | M |
| Chrome et ses composés (en Cr) | 0,1 mg/l | 0,07 kg/j | M |
| Cuivre et ses composés (en Cu) | 0,15 mg/l | 0,11 kg/j | M |
| Plomb et ses composés (en Pb) | 0,1 mg/l | 0,07 kg/j | M |
| Nickel et ses composés (en Ni) | 0,2 mg/l | 0,14 kg/j | M |
| Zinc et ses composés (en Zn) | 0,8 mg/l | 0,57 kg/j | M |
| Mercure (Hg) | 0,005 mg/l | 0,0035 kg/j | M |
| Manganèse et composés (en Mn) | 1 mg/l | 0,72 kg/j | M |

| | | | |
|---|------------|------------|---|
| Etain et ses composés (en Sn) | 2 mg/l | 1,43 kg/j | M |
| Fer, aluminium et composés (Fe+Al) | 5 mg/l | 3,59 kg/j | M |
| Anthracène* | 0,025 mg/l | 0,02 kg/j | M |
| D i (2 - éthylhexyl)phtalate (DEHP)* | 0,025 mg/l | 0,02 kg/j | M |
| Benzène | 0,05 mg/l | 0,04 kg/j | T |
| Aclonifène | 0,025 mg/l | 0,02 kg/j | T |
| Chrome hexavalent et ses composés (en Cr6+) | 0,05 mg/l | 0,004 kg/j | T |
| Dioxines et composés de type dioxines* dont certains PCDD, PCDF et PCB-TD | 0,025 mg/l | 0,02 kg/j | T |
| Indice phénols | 0,3 mg/l | 0,22 kg/j | T |
| Naphtalène | 0,13 mg/l | 0,09 kg/j | T |
| Nonylphénols* | 0,025 mg/l | 0,02 kg/j | T |
| Quinoxylène* | 0,025 mg/l | 0,02 kg/j | T |
| Toluène | 0,074 mg/l | 0,05 kg/j | T |

| | | | |
|--|-----------------|-----------------|---|
| C o m p o s é s o r g a n i q u e s h a l o g é n é s (e n A O X o u E O X) o u h a l o g è n e s d e s c o m p o s é s o r g a n i q u e s a b s o r b a b l e s (A O X) | 1 mg/l | 0,72 kg/j | S |
| Fluoranthène | 0,000095 mg/l | 0,0001 kg/j | S |
| Hydrocarbures a r o m a t i q u e s p o l y c y c l i q u e s (HAP) (s o m m e d e s 5 s u b s t a n c e s : B e n z o (a) p y r è n e *, B e n z o (b) f l u o r a n t h è n e *, B e n z o (k) f l u o r a n t h è n e *, B e n z o (g, h, i) p e r y l è n e *, I n d e n o (1,2,3-cd) p y r è n e *) | 0,00005 mg/l | 0,0000359 kg/j | S |
| Ion fluorure (en F-) | 15 mg/l | < 10 kg/j | S |
| A c i d e p e r f l u o r o o c t a n e s u l f o n i q u e e t s e s d é r i v é s * (PFOS) | 0,00000013 mg/l | 0,00000009 kg/j | S |
| A c i d e p e r f l u o r o o c t a n o ï q u e (PFOA) | - | - | S |
| Cyanures libres (en CN-) | 0,1 mg/l | 0,07 kg/j | A |
| Dichlorométhane (Chlorure de méthylène) | 0,05 mg/l | 0,07 kg/j | A |

| | | | |
|---|------------------|---------------------|---|
| méthylène) | | | |
| Hexabromocyclododécane* (HBCDD) | 0,0000008 mg/l | 0,000000574 kg/j | A |
| Xylène (somme o, m, p) | 0,05 mg/l | 0,04 kg/j | A |
| Bifénox | 0,0000012 mg/l | 0,0000009 kg/j | B |
| Cybutryne | 0,025 mg/l | 0,0179 kg/j | B |
| Cyperméthrine | 0,000000008 mg/l | 0,000000006 kg/j | B |
| Heptachlore* et époxycyclohexène d'heptachlore* | 1,8E-11 mg/l | 0,000000000013 kg/j | B |

Constats :

Constats de l'inspection du 27/11/2025 :

Le bassin B1 collecte les eaux pluviales de la toiture, de la plate-forme de matériaux inertes, des voiries, de l'aire de stationnement et de l'aire de distribution de GNR, qui dispose de son propre séparateur d'hydrocarbures.

L'exploitant précise qu'aucune mesure n'est effectuée dans le bassin B1, car lorsque les eaux atteignent un certain niveau, elles sont transférées vers le bassin B2 par un système de pompage.

Constats de l'inspection du 21/05/2026 :

L'exploitant a présenté un rapport d'analyse des eaux du bassin B1 réalisé le 21/02/2026 par un laboratoire agréé. L'ensemble des paramètres prévu à l'article 2.2 de l'APC du 06/11/2025 a été analysé. Les résultats ne mettent pas en évidence de dépassement de VLE. La périodicité de ces analyses est annuelle.

L'exploitant a présenté un rapport d'analyse des eaux du bassin B2 réalisé le 25/03/2026 par un laboratoire agréé. Le paramètre PFOA n'est pas inclus dans le cadre de surveillance GIDAF, mais a été analysé et figure dans le rapport d'analyse. Le cadre de surveillance GIDAF a été modifié en conséquence à la suite de l'inspection.

L'exploitant a présenté le bon d'intervention pour l'entretien du séparateur-hydrocarbure du site réalisé le 14/11/2025 ainsi que le BSD associé n°BSD-20251113-8ZGN7E9C0.

Type de suites proposées : Sans suite

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article IV.5.1.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une surveillance de la qualité des eaux souterraines est mise en place. L'exploitant propose dans un délai de 6 mois à compter de la date de parution du présent arrêté, le contenu précis du programme de surveillance des eaux souterraines établi conformément à la prestation « Conception de programmes d'investigation ou de surveillance (CPIS) » de la norme NF X 31-620 partie 2. Cette surveillance sera effectuée par le biais d'un réseau composé a minima de 5 piézomètres localisés comme présenté au paragraphe 13 de la notice « Rapport de base directive IED » jointe au dossier d'autorisation environnementale unique de mai 2019.</p> <p>La création d'ouvrages de surveillance des eaux souterraines respecte les prescriptions définies dans l'article 4.5.1.1 du présent arrêté.</p> <p>Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE,...).</p> <p>Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.</p> <p>Le suivi de la qualité des eaux sera maintenu tout au long de la durée d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le programme de surveillance, notamment la liste des paramètres suivis, pourra être adapté après accord explicite de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Constats de l'inspection du 27/11/2025 :</p> <p>Une surveillance des eaux souterraines est réalisée sur les 5 piézomètres du site. Cette surveillance a été réalisée trimestriellement en 2025 : en mars, juin et en septembre.</p> <p>[...] L'analyse réalisée en mars 2025 sur le piézomètre 5 a révélé la présence de BTEX (0,63 µg/l) et d'antimoine (1,1 µg/l). Ces paramètres n'ont pas été détectés lors des campagnes de juin et septembre 2025.</p> <p>L'exploitant n'a pas su justifier ces concentrations lors de l'inspection.</p> <p>Constats de l'inspection du 21/05/2026 :</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir suivi les paramètres BTEX et antimoine en particulier sur le piézomètre 5. Aucune nouvelle détection sur ces deux paramètres n'a été constatée depuis la campagne de mars 2025.</p> <p>L'exploitant a présenté les résultats de la campagne de surveillance des eaux souterraines réalisée le 24 mars 2026. Il a précisé avoir changé de laboratoire d'analyses depuis la campagne de mars 2026. Les limites de quantification de certains paramètres diffèrent entre les deux laboratoires. A titre d'exemple, la limite de quantification du BTEX est passée de 0,56 µg/l avec le laboratoire précédent à 4,5 µg/l avec le nouveau laboratoire.</p> <p>Les analyses des eaux souterraines sont réalisées trimestriellement et l'ensemble des paramètres prévus à l'article IV.5.1.2 de l'AP du 29/06/2020 est analysé.</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |

| |
|--|
| L'exploitant propose des mesures permettant d'assurer la continuité et la cohérence du suivi de la qualité des eaux souterraines sur le site, notamment au regard de l'évolution des limites de quantification pour certains paramètres et sur la comparabilité des résultats dans le temps. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Installations électriques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article VIII.4.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques |
| Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conformément tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. |
| Constats : L'exploitant a présenté un rapport de vérification des installations électriques datant du 06/06/2025. Ce rapport met en évidence 4 observations (interrupteur général, 2 points sur l'éclairage extérieur et pompe de relevage). Le certificat Q18 associé conclut que l'installation électrique est susceptible de présenter des risques d'incendie et d'explosion. L'exploitant a également présenté un compte-rendu de contrôle d'une installation électrique par thermographie infrarouge ainsi que le certificat Q19 qui conclut à un risque faible d'incendie, en l'absence d'anomalie. L'exploitant indique ne pas avoir réalisé de travaux de mise en conformité électrique permettant de lever les réserves identifiées. Un nouveau contrôle Q18 a été réalisé le 11/05/2026. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant procède à la levée des réserves des observations formulées dans le rapport de vérification des installations électriques du 06/06/2025 dans les meilleurs délais. L'exploitant transmet, à l'inspection des installations classées, le rapport de vérification des installations électriques de 2026 ainsi que le certificat Q18 associé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 5 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article VIII.7 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie |
| Prescription contrôlée : |

| |
|---|
| <p>L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude de dangers. Plus particulièrement, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article VIII.2.1 ; - d'extincteurs. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. La répartition et le nombre sont conformes aux règles en vigueur ; - d'au moins un poteau incendie d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimenté par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours. Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le ou les points d'eau incendie nécessaires se situent à moins de 100 mètres de l'installation ; - d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque et des pelles (ou tout moyen équivalent pour la mise en œuvre). |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un rapport de visite pour le contrôle des 8 extincteurs du site, réalisé le 15/12/2025. Le rapport conclut à la conformité et au bon état des extincteurs.</p> <p>Le poteau d'incendie situé à proximité du site a fait l'objet d'un contrôle, par Nantes Métropole, le 04/08/2025. Celui-ci est conforme et dispose d'un débit de 182 m³/h.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 6 : Admission des déchets

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/11/2025, article 2.4</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Fiche d'identification préalable</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de l'article IX.4.3 : « Admission des déchets » de l'arrêté préfectoral du 29 juin 2020 sont abrogées et remplacées comme suit :</p> <p>Pour être admis sur le site, les terres et matériaux satisfont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à la procédure d'information préalable et d'acceptation préalable visée à l'article IX.4.3.1 de l'AP du 29 juin 2020, - aux contrôles à l'arrivée sur le site visés à l'article IX.4.3.2 de l'AP du 29 juin 2020. <p>Une procédure écrite est rédigée et mise en œuvre.</p> <p>1) Information préalable et acceptation préalable</p> <p>Avant toute arrivée sur site, le producteur du déchet renseigne une fiche d'identification préalable (FIP). Cette fiche comporte les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les renseignements administratifs concernant la source (producteur) et l'origine géographique du déchet, - les caractéristiques principales du déchet : la nature, la quantité estimée, le mode de conditionnement, - l'apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique), |

- pour les terres et matériaux potentiellement impactés :

- les résultats de l'analyse des caractéristiques physico-chimiques établies par un laboratoire agréé COFRAC complétée par l'analyse de toutes substances identifiées par le producteur et portée à la connaissance de l'exploitant de la plateforme. L'analyse des COV et du mercure produit brut n'est pas rendue nécessaire si le diagnostic réalisé démontre l'absence d'une telle contamination,
- les taux de contamination et la nature des polluants,
- toutes observations/informations concernant d'éventuelles suggestions ou contraintes, par exemple, au besoin, les précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation,
- un résumé de l'historique des activités ayant eu lieu sur le site d'origine ou de l'historique de la pollution si les documents existent ou tout autre document permettant une meilleure compréhension de la pollution en présence y compris eu égard à la présence de substances PFAS,

- le code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement,
- les propriétés de danger du déchet.

Un certificat d'acceptation préalable (CAP) est remis au producteur par l'exploitant si l'analyse de la FIP montre l'admissibilité des terres et matériaux sur le site notamment le respect des critères de l'article IX.4.2 de l'AP du 29 juin 2020.

Le CAP précise la nature des opérations de traitement et la ou les filières envisagées.

La durée de la validité de la FIP et du CAP est au maximum de 1 an.

Les FID et CAP sont consignés dans un registre sur le site.

Constats :

Avant toute acceptation de matériaux sur la plateforme, l'exploitant indique que le client transmet les analyses des matériaux ainsi que la fiche identification préalable (FIP) au service commercial. Ce dernier consulte ensuite le responsable d'exploitation de la plateforme avant de délivrer le certificat d'acceptation préalable (CAP).

Le jour de l'inspection, un contrôle par sondage des certificats d'acceptation préalable et des FIP associées a été réalisé avec le responsable d'exploitation. Les CAP suivants ont notamment été consultés :

- Nantes Métropole à Nantes du 26/01/2026 (12 tonnes estimées) - chantier de distribution eau potable : certificat d'acceptation préalable n°GN-015 du 15/01/2026 au 15/01/2027 pour l'acceptation d'enrobés impactés aux HAP relevant du code déchet 17 03 01*.

- NEWLOC à Guérande du 19/01/2026 (6,7 tonnes) - Boues d'aire de lavage polluées aux hydrocarbures totaux (HCT) : certificat d'acceptation préalable n°GN-017 valable du 19/01/2026 au 19/01/2027 autorisant l'acceptation de boues d'aire de lavage relevant du code déchet 17 05 04. Pour ce client, l'exploitant indique qu'une analyse préalable n'est pas systématiquement réalisée avant l'émission du CAP. Pour l'agence de Guérande, l'exploitant a finalement présenté une analyse préalable pour cette acceptation.

- Eiffage Immobilier Grand Ouest pour un chantier à Rezé du 08/01/2026 (29,68 tonnes) - Sols impactés en PCB : certificat d'acceptation préalable n°GN-001 valable du 02/01/2026 au 02/01/2027 autorisant l'acceptation de terres polluées au PCB relevant du code déchet 17 05 04. L'analyse préalable fait état de 1,7 mg/kg MS pour la somme des 7 PCB, valeur conforme aux critères d'admission de la plateforme.

- SNCF Voyageurs à Nantes du 10/12/2025 (31,82 tonnes) - Terres impactées par des HCT - Certificat d'acceptation préalable n°H000653 valable du 08/10/2025 au 08/10/2026 autorisant l'acceptation de terres polluées HCT relevant du code déchet 17 05 04.

| |
|---|
| Les certificats d'acceptation préalable (CAP) sont établis pour une durée de validité d'un an. Dans la majorité des CAP et fiches d'identification préalable (FIP) examinés lors de l'inspection, l'ensemble des informations requises était renseigné. Toutefois, l'exploitant a indiqué que, pour au moins un client, les analyses préalables permettant de justifier l'acceptation des matériaux n'étaient pas systématiquement fournies avant la délivrance du CAP. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant s'assure que tout certificat d'acceptation préalable (CAP) est délivré sur la base d'une fiche d'identification préalable (FIP) complète, comprenant les résultats d'analyses préalables nécessaires à la vérification de la conformité des matériaux aux critères d'admission de la plateforme. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 7 : Exutoires des terres et matériaux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article IX.5 et IX.6 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des déchets |
| Prescription contrôlée : Chapitre IX.5 : Exutoires des terres ou matériaux A l'issue des opérations de tri, pré-traitement et traitement sur site et après validation analytique, les terres et matériaux sont orientés vers les exutoires adéquats (liste non exhaustive) selon la réglementation et les guides reconnus et validés par le ministère en charge de l'environnement : <ul style="list-style-type: none"> - en filière de stockage de déchets dangereux, non dangereux ou inertes pour élimination ; - en filière de traitement complémentaire dûment autorisée ; - en retour sur un site d'origine sous couvert de l'exécution d'un plan de gestion et en réhabilitation de sites dégradés au regard de l'usage futur du site et si le programme de dépollution le prévoit. Le plan de gestion et programme de réhabilitation devront pour ces cas de retour sur site avoir été établis par un organisme accrédité LNE Sites et Sols Pollués ; - en réutilisation en tant que matériaux alternatifs (liste non exhaustive) conformément aux guides méthodologiques reconnus et validés par le ministère en charge de l'environnement ; - en réaménagement de carrières sous réserve du respect des arrêtés ministériels ad hoc notamment l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515,2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ; - en technique routière conformément au guide SETRA « Acceptabilité de matériaux alternatifs en technique routière » de mars 2011 ou version ultérieure ; - dans des projets d'aménagement conformément aux prescriptions du guide de Ministère en charge de la Transition écologique et solidaire « Guide de valorisation hors site des terres excavées issues de sites et sols potentiellement pollués dans des projets d'aménagement » de novembre 2017 ou version ultérieure ; - dans le cadre de tout autre projet mené conformément à un guide édité ou reconnu par le ministère en charge de l'environnement ou par un organisme tiers (CERE MA, B RGM, etc.); Pour les terres traitées à des fins géotechniques à la chaux ou avec un liant hydraulique, les |

critères de valorisation selon les guides ad hoc doivent être respectés à la fois par le matériau initial et par le matériau obtenu après traitement. Une fiche d'information est rédigée pour chaque têt de matériaux et terres évacués. Une analyse libératoire est faite sur la base d'un échantillon composite prélevé et analyse par un laboratoire externe agréé pour chaque lot constitué. Un programme d'échantillonnage et de contrôle de la qualité des matériaux est mis en œuvre par lot afin d'en vérifier la conformité avec l'exutoire visé. Ce programme fait l'objet d'un mode opératoire défini par l'exploitant et tenu à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Chapitre IX.6 : Suivi des déchets

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection l'ensemble des éléments permettant de justifier le choix de l'exutoire. La traçabilité des mouvements de terres est assurée par l'utilisation de documents de suivi de type Bordereau de Suivi des Terres Valorisables (BSTV) - modèle sur le site <http://terrass.brgm.fr> ou équivalent. Cette disposition n'est pas applicable aux déchets inertes.

Constats :

L'exploitant indique qu'à l'issue des éventuelles opérations de tri et traitement réalisées sur la plateforme, une analyse est effectuée sur les matériaux. Ceux-ci sont ensuite orientés vers les différentes filières d'évacuation en fonction des critères et seuils d'acceptation propres à chaque exutoire.

Les exutoires associés aux CAP contrôlés par sondage sont les suivants :

- Nantes Métropole, à Nantes du 26/01/2026 (12 tonnes estimées) : les matériaux du lot n°1 ont été évacués vers la cimenterie de Saint-Pierre-La-Cour le 28/01/2026.
- NEWLOC, à Guérande du 19/01/2026 (6,7 tonnes) - boues d'aire de lavage polluées aux hydrocarbures totaux (HCT) : les matériaux du lot n°1 sont en cours de traitement sur la plateforme, dans l'andain 2026-02.
- Eiffage Immobilier Grand Ouest, pour un chantier à Rezé du 08/01/2026 (29,68 tonnes) - terres impactées au PCB : les matériaux ont été évacués, le 11/02/2026 vers la cimenterie d'Airvault.
- SNCF Voyageurs, à Nantes du 10/12/2025 (31,82 tonnes) - terres polluées HCT : les matériaux sont en cours d'évacuation, par lots successifs, vers la cimenterie de Saint-Pierre-La-Cour. Les premières opérations d'évacuation ont débuté le 27/04/2026.

L'exploitant tient à jour un registre des déchets sortants comportant l'ensemble des informations réglementaires attendues.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance de la qualité de l'air et des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article III.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des retombées de poussières

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air ambiant et des retombées de poussières dans et hors de l'emprise du site conformément au guide de l'INERIS pour l'« Evaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires » d'août 2013 (ou version actualisée). Le nombre de points de mesure, les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans une notice. Les dispositions suivantes sont a minima prises en compte : le dispositif compte au moins 4 points de mesure, un point permet de déterminer le niveau local témoin (« bruit de fond ambiant »)/la fréquence de suivi est a minima semestrielle (dont au moins une en

période estivale). La fréquence des mesures pourra être révisée après un retour d'expérience de 2 ans en l'absence d'impact significatif sur l'environnement et en accord avec l'inspection des installations classées. Les paramètres suivis portent en particuliers sur les paramètres traceurs de risques et des émissions issus de l'évaluation des risques sanitaires dont les COV, les BTEX, les HAP et les poussières. Le suivi des retombées de poussières dans l'environnement est fait soit par la méthode des plaquettes de dépôt (norme N F X 43-007, version décembre 2008), soit, préférentiellement, par la méthode des jauges de retombées (norme NF X 43-014, version novembre 2003).

Constats :

L'exploitant a présenté le rapport de la campagne de surveillance de la qualité de l'air réalisée autour de la plateforme du 21/10/2025 au 18/11/2025. La précédente campagne avait été réalisée en mars 2025. Aucune campagne de surveillance n'a été réalisée au cours de la période estivale de l'année 2025.

Les paramètres relatifs aux COV et aux BTEX n'ont pas été analysés lors des deux campagnes de surveillance réalisées en 2025.

Le rapport de la campagne d'octobre 2025 conclut que les niveaux d'empoussièrement sont inférieurs à la valeur de référence retenue, ce qui caractérise un niveau d'empoussièrement modéré autour du site.

L'exploitant indique que la prochaine campagne aura lieu du 3 au 20 juin 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalise au moins une campagne de surveillance de la qualité de l'air durant la période estivale, comprise entre les mois de juin et de septembre.

L'exploitant intègre, si possible lors de la prochaine campagne de surveillance des retombées de poussières, les paramètres relatifs aux COV et aux BTEX.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois